

Avis adopté

Séance plénière du 12 février 2025

De la banalisation de la violence verbale au discours de haine. Décrypter, mieux agir pour restaurer le lien social.

Déclaration du groupe Alternatives sociales et écologiques

Monsieur le Président,

Mesdames les Rapporteurs,

Chers et chères collègues,

Selon une récente étude de la fondation Jean Jaurès, 86% des françaises et des français estiment que, ces dernières années, la violence verbale est plus répandue. Cette violence verbale, qui tend à se banaliser dans tous les espaces de la société - sur les réseaux sociaux, dans les médias, dans la rue, ou dans les lieux de travail - aboutit à une propagation des discours de haine, menaçant des organisations, des associations et des personnes stigmatisées. Même sans se concrétiser en violences physiques, ces discours nourrissent les tensions, créent des souffrances et des traumatismes, creusent les fractures, fragilisent notre capacité à faire société et minent le nécessaire débat démocratique. Le baromètre CEVIPOF présenté en début de séance n'est pas sans lien avec ces réflexions.

Face à ce constat, les réponses apportées par les décideur.euses politiques sont essentiellement répressives. L'avis présenté aujourd'hui va plus loin avec une approche plus globale et opérationnelle pour tenter d'enrayer ce fléau. Il prend en compte les conséquences de cette banalisation, cherche à en évaluer les répercussions sur notre société, et propose 13 préconisations concrètes et ciblées pour mieux comprendre ces violences d'un côté, les prévenir et y répondre de l'autre.

Parmi ces préconisations, nous retenons notamment la n°5 qui vise à contre-carrer la banalisation de ces violences dans le monde du travail, en mettant la formation des salarié.es, les actions de médiation et le pouvoir de négociation des partenaires sociaux au cœur.

Pour autant, ces préconisations, aussi précieuses soient-elles, ne suffiront pas à elles seules à restaurer durablement le lien social. Il s'agit de ne pas accepter cette banalisation et de s'attaquer aux racines profondes de cette violence : les inégalités structurelles, les formes de domination économique, sociale et symbolique, et la violence institutionnelle, à l'origine d'une généralisation de formes de repli sur soi, de préjugés racistes et discriminants, et de propos haineux notamment. Il est temps de prendre la mesure de cette banalisation de la violence verbale pour préserver notre démocratie, respecter chacun.e et faire société autrement, sur des bases plus justes et inclusives.

Tout en appelant à poursuivre la réflexion au-delà de ces préconisations, notre groupe a salué cet avis et a voté « Pour ». Nous avons adressé nos remerciements sincères aux rapporteurs, ainsi qu'à toutes celles et ceux qui ont contribué, de près ou de loin, à l'élaboration de cet avis.